Le pouvoir aux travailleurs

26 AVRIL 2020

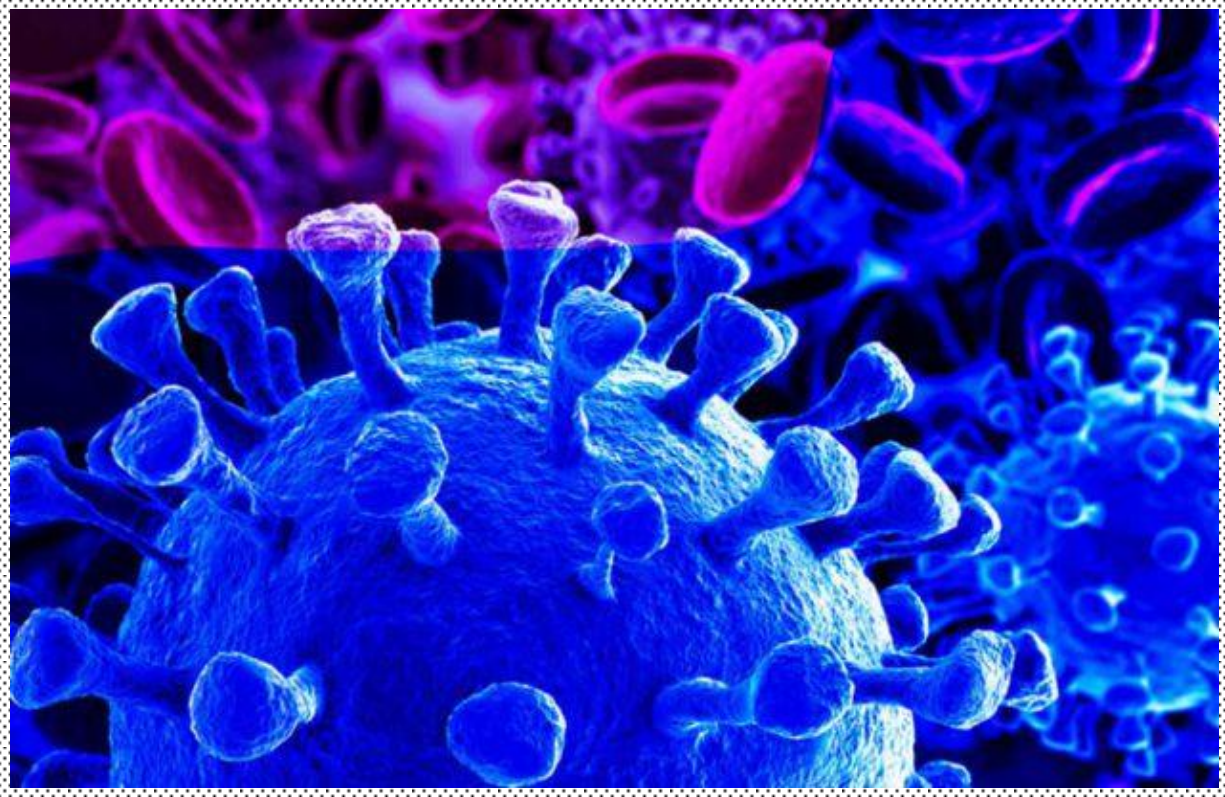
N° 264

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière



Une image du Covid-19 responsable de la pandémie qui menace le monde actuellement.

Éditorial

LUTTE CONTRE LE COVID 19 :
DES MESURES SURTOUT CONTRE LES CLASSES POPULAIRES !

Page 3

SIVOP : IL N'Y A PAS PLUS AVEUGLE QUE CELUI QUI REFUSE DE VOIR

Page 7

MASQUES OBLIGATOIRES : LA CHARRUE AVANT LES BŒUFS

Page 8

13,3 MILLIARDS AUX PLUS VULNÉRABLES, 250 MILLIARDS AUX ENTREPRISES

Page 10

SOMMAIRE	PAGES
ÉDITORIAL :	
LUTTE CONTRE LE COVID 19 : DES MESURES SURTOUT CONTRE LES CLASSES POPULAIRES !.....	3 - 4
SIVOP : IL N'Y A PAS PLUS AVEUGLE QUE CELUI QUI REFUSE DE VOIR..	5
NUTRI : LICENCIEMENTS SCANDALEUX ……..	5 - 6
DARLING : CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE FAIRE LES FRAIS DU CORONAVIRUS !.....	6
MASQUES OBLIGATOIRES : LA CHARRUE AVANT LES BŒUFS…….	7
CONTRE LE CORONAVIRUS OU CONTRE LES PAUVRES ? ……	7 - 8
ABOBO SAGBÉ : PÉNURIE D'EAU INACCEPTABLE ……	8
L'IMPACT DU COVID 19 COMMENCE À PESER DANS NOS QUARTIERS….	9
QUAND LES AUTORITÉS PARLENT D'INDISCIPLINE, C'EST POUR S'EN LAVER LES MAINS !.....	10
13,3 MILLIARDS AUX PLUS VULNÉRABLES, 250 MILLIARDS AUX ENTREPRISES…….	11
TRANSPORTS EN COMMUN : CE N'EST PAS RASSURANT !.....	11
INSÉCURITÉ GRANDISSANTE EN PLEIN COUVRE-FEU……	12
ENSEIGNEMENT EN LIGNE : DU CINÉMA !.....	12
C'EST QUOI CES COUPURES INTEMPESTIVES D'ÉLECTRICITÉ ET D'EAU ?.....	13
LUTTE CONTRE LE COVID 19 : ÉCHOS DE NOS QUARTIERS ……	13

E d i t o r i a l

LUTTE CONTRE LE COVID 19 :
DES MESURES SURTOUT CONTRE LES CLASSES POPULAIRES !

Devant la menace de la contagion par le Coronavirus, le Président Ouattara a déclaré que « *tous les ivoiriens sont égaux en soin et en santé* » et qu'il y a une « *union nationale* ». Et à son 1er Ministre Gon Coulibaly d'ajouter : « *nous tenons le bon bout, avec des plans cohérents et une détermination à toute épreuve* ». Ah, les belles paroles !

Il n'y a pas d'égalité en « *soin et en santé* » qui tienne ! Les pauvres meurent par dizaines de milliers tous les ans, à cause d'un simple paludisme et d'autres maladies bénignes alors qu'ils pourraient être sauvés à peu de frais ! De nombreux travailleurs sont obligés de continuer à se rendre au travail pour ne pas perdre leur salaire alors qu'ils sont malades à en crever ! Un gouvernement qui tolère cela est complice d'un système criminel !

Le pouvoir dans ce pays est entièrement au service de la classe capitaliste et cela ne date pas d'aujourd'hui. Derrière sa façade de « *gouvernement au service de la nation* », sa principale fonction consiste à permettre aux capitalistes de piller et d'exploiter les travailleurs et les petits paysans jusqu'à l'extrême limite physique. Ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui sont trop occupés à engraisser les riches et à s'engraisser eux-mêmes pour avoir des états d'âme sur les conditions d'existence des travailleurs et de leurs familles. Les profits capitalistes passent avant tout !

Et tant que ce sera ainsi, les travailleurs et les pauvres seront toujours les laissés-pour- compte pendant que les politiciens qui se succèdent au pouvoir continueront de nous servir de beaux discours pour masquer cette réalité-là !

Du président aux ministres en passant par les députés et autres personnes du même monde des nantis, on les a vus défiler dans les quartiers, accompagnés par leurs épouses ou leur époux, pour faire soi-disant des « *dons* » de riz, d'huile ou autres à grands coups de publicité. D'où sortent-ils donc autant de millions ? Si les moyens utilisés proviennent des caisses de l'Etat, alors ce ne sont pas des « *dons* », puisqu'ils sortent de nos propres poches !

Comme les temps sont à la bonne générosité de ces messieurs, on voit même des dirigeants du groupe Bouygues, avec sa filiale de construction Sétao, défiler eux aussi à la télévision, pour annoncer qu'ils offrent 600 000 malheureux masques ! Il en va pareillement du côté de Total, Cie-Sodéci, Gandour, Sivop, Setaci et consorts, qui font ainsi de la publicité à bon compte, en faisant don de quelques broutilles pendant qu'ils surexploitent des travailleurs dont la plupart sont souvent des journaliers mal payés et corvéables à merci ! Au bout de quelques mois d'exploitation, ils sont jetés dehors comme des citrons pressés et remplacés ensuite par d'autres. Cela ne les empêche pas de bénéficier de la manne de l'État.

Pour faire face au Covid-19, l'État a dit qu'il mettra 1700 milliards sur la table, dont 530 milliards décaissés par le FMI. Un fonds de 250 milliards ira directement dans les caisses de grandes entreprises et de PME. Ce qui a fait évidemment dire au président du patronat : *« nous sommes très heureux et fiers de l'attention que le gouvernement accorde au secteur privé en cette période de difficile crise sanitaire* ». Eh oui, même en « *période difficile* », il y a toujours à boire et à manger pour tous ceux-là !

Aujourd'hui, par exemple, la construction de structures destinées à faire des centres de dépistage ou d'accueil de malades de covid 19, est du pain béni pour les entreprises comme Pfo, Sétao. Elles ont trouvé là une opportunité pour améliorer leurs profits au détriment des travailleurs qu'elles exploitent jours et nuits ! Il en va de même pour les Gandour et autres Sivop qui produisent du gel hydroalcoolique ou du savon liquide en surexploitant les travailleurs. Il y a aussi les entreprises de négoce, proches du pouvoir en place, qui fourniront les masques, les seaux, les lits et les tables pour équiper toutes ces structures. Elles s'en mettront toutes plein les coffres !

Mais qui remboursera ensuite tous ces milliards dilapidés au profit des capitalistes de grandes entreprises ? Eh bien, ce sera encore aux travailleurs que les gouvernements qui se succèderont au pouvoir adresseront demain la note. Cela s'appellera « *plan d'ajustement structurel* », à la sauce Ouattara, ou une autre sauce toute aussi salée pour les travailleurs et les populations pauvres, comme nous l'avaient déjà servie dans le passé les Bédié, les Gbagbo et autres Affi N'Guessan, quand ils étaient au pouvoir.

À Darling, une entreprise de fabrication de mèches de cheveux, certains travailleurs se sont retrouvés au chômage durant une vingtaine de jours sans aucune indemnité parce que les tresses de cheveux ne se vendent plus. D'autres sont toujours au chômage. Alors, où est donc passé cette fameuse « *solidarité nationale* » ?

Demain, ce sont d'autres travailleurs qui risquent, comme ceux de Darling, d'être jetés dehors comme des malpropres et sans aucune indemnité, quand ces capitalistes estimeront que leurs affaires ne marchent plus, à cause ou pas des conséquences du Covid-19.

Aux travailleurs d'être sur leur garde ! Ce n'est pas à eux de faire les frais, quelles que soient les raisons avancées ! C'est aux capitalistes de payer la note avec les bénéfices qu'ils ont accumulés durant les années antérieures ! Mais une telle mesure, les travailleurs ne peuvent pas l'attendre d'un quelconque gouvernement car il est là pour servir la soupe aux riches !

Le Covid-19 ne vient que mettre plus à nue cette société capitaliste où les travailleurs et les pauvres sont des laissés-pour-compte. Ils n'ont pas d'autre alternative que de s'organiser pour le renversement de cet ordre social et son remplacement par une société débarrassée de l'exploitation capitaliste.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SIVOP : IL N'Y A PAS PLUS AVEUGLE QUE CELUI QUI REFUSE DE VOIR

Le ministre du Commerce a fait récemment une visite à Sivop, une entreprise de produits cosmétiques située dans la zone industrielle de Yopougon. Cette entreprise est en pointe dans la fabrication des gels hydro-alcooliques, produit très demandé en cette période de lutte contre la propagation du corona virus. C'est sans doute ce qui justifie la visite de ce ministre. Pour la circonstance, la télévision nationale était présente et a montré des ouvriers à la tâche à l'intérieur de l'usine. Devant les caméras, ce ministre a dit être satisfait des conditions de travail et du respect des mesures barrière, etc.

Il n'y a pas de quoi être étonné d'entendre ce genre de paroles dans la bouche d'un serviteur du patronat. Les gens de son espèce feignent de ne pas voir les piteuses conditions de travail de la classe ouvrière.

Sivop est une entreprise dont la majorité des travailleurs sont des journaliers. Pour ces travailleurs, il n'y a ni tenue de travail en bonne et due forme, ni chaussures de sécurité, ni déclaration à la CNPS, ni même un simple bulletin de paie. Dans ces conditions, être satisfait des conditions de travail relève d'un véritable cynisme.

Il aurait suffi de jeter un coup d'œil aux vestiaires par exemple pour se rendre compte que rien n'est fait pour respecter le mètre de distance minimum entre les gens. Les toilettes ne sont pas nettoyées comme il se doit et constituent un véritable nid d'infection pour toutes sortes de maladies. Et les transports en commun que la plupart des travailleurs empruntent pour se rendre au boulot, respectent-ils les mesures barrières ? Et les apatams dans lesquels les travailleurs vont se restaurer, car il n'y a pas de cantines dans les usines ? Les travailleurs risquent leur santé et leur vie chaque jour pour suer du profit pour le patronat.

Les cache-nez qu'on a vus sur le visage des travailleurs ont été distribués pour la circonstance. C'est le plus souvent à la veille des visites officielles que ces patrons donnent le minimum pour que les travailleurs soient un peu présentables. Certains ont été confinés dans un coin pour qu'on ne les voie pas, d'autres ont été priés de rester chez eux ; l'usine est nettoyée, etc. Après ce cinéma, tout reprend comme avant.

Il y a un dicton qui dit que l'étranger a de grands yeux mais ne voit rien. Mais dans le cas présent, on a affaire à un étranger qui ne veut manifestement rien voir.

NUTRI : LICENCIEMENTS SCANDALEUX

Cinq de nos collègues ont été licenciés récemment pour « *abandon de poste* ». La direction leur reproche d'avoir dormi pendant les heures de nuit. Cette décision a provoqué une indignation dans l'usine.

En effet, depuis l'instauration du couvre-feu, les horaires de travail ont été réaménagés. C'est ainsi que le

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

programme de nuit commence de 19 heures pour finir à 6h30. Les premiers jours de la semaine, c'est un peu supportable. Mais quand on tend vers la fin de la semaine, tout le monde est épuisé. Et là, il n'est pas rare de voir certains collègues s'assoupir à leur poste. De là à renvoyer un travailleur, ça scandalise vraiment tout le monde. Le patron pensait ainsi nous intimider mais c'est l'effet contraire qui s'est produit car aujourd'hui, de plus en plus de collègues sont pour qu'on se mette ensemble afin d'être plus fort et de pouvoir tenir tête à ce patron qui nous exploite.

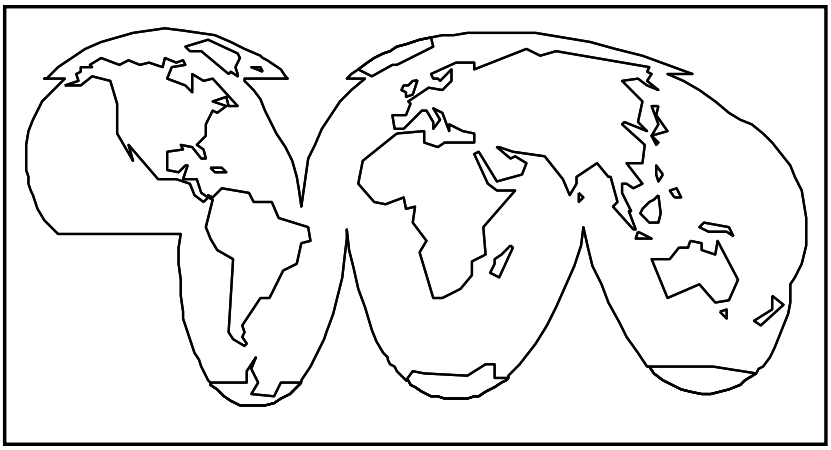
DARLING :
CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE FAIRE LES FRAIS DU CORONAVIRUS !

Plusieurs de nos collègues ont été renvoyés à la maison jusqu'à nouvel ordre après la reprise du 20 avril dernier. La direction a sélectionné ceux qui avaient des maladies comme le diabète, l'hypertension, des maux de reins, etc. Ce sont des maladies qui les rendaient vulnérables face à l'épidémie de coronavirus.

La direction a annoncé que ces travailleurs doivent se confiner chez eux jusqu'à la fin de l'épidémie. Elle présente cela comme une mesure pour protéger les travailleurs. Sauf que ceux-ci sont renvoyés chez eux sans aucune mesure d'accompagnement. Ils doivent se confiner le ventre creux.

Le patron profite ainsi de l'épidémie de coronavirus pour se débarrasser des ouvriers malades sans débourser le moindre sou. Tous les prétextes sont bons pour enfoncer toujours plus les travailleurs. C'est révoltant !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

MASQUES OBLIGATOIRES : LA CHARRUE AVANT LES BŒUFS

Le gouvernement a annoncé le 9 avril dernier que le port du masque est obligatoire à Abidjan. Le Secrétaire Général de la présidence qui a fait l'annonce disait en substance : « *Au titre du renforcement des dispositions de distance sociale, les nouvelles mesures portent sur : l'obligation du port de masque, notamment dans le Grand Abidjan, en veillant à leur disponibilité et leur gratuité, à commencer par le personnel de santé et les forces de Défense et de Sécurité* ». Concernant la prétendue « disponibilité », force est de constater qu'on assiste à une véritable pénurie. La « gratuité », n'en parlons même pas !

Les masques jetables sont très recherchés en ce moment. Pour donner un ordre d'idée, le paquet de 50 masques jetables qui coûtait auparavant entre 2000 F et 3000 F coûte aujourd'hui entre 17000 F et 25000 F. Encore faut-il en trouver. Dans certaines pharmacies, la boite de 50 cache-nez chirurgicaux coute 35000 F. Dans d'autres, c'est le rationnement, elles ne vendent plus par boite mais tout au plus une dizaine d'unités par personne. Le gouvernement prétend pourtant qu'il a passé une commande de plusieurs millions de masques. Cherchez où est l'erreur !

La plupart des gens se rabattent par conséquent sur les masques artisanaux faits en tissu. Dans quelle mesure protègent-ils vraiment ? Toujours est-il qu'il faut avoir quelque chose sur la bouche et le nez pour avoir l'impression d'être protégé.

Les corps habillés ont trouvé là une nouvelle occasion de racketter les passants et les voyageurs.

CONTRE LE CORONAVIRUS OU CONTRE LES PAUVRES ?

À Yopougon, sous prétexte de lutte contre le coronavirus, les autorités municipales s'en sont prises aux étals des petits commerçants aux abords des marchés de Gesco, de Bagnon et de Micao. Cette opération s'est effectuée avec des détachements de forces de l'ordre. Face à la résistance de plusieurs vendeuses qui défendaient leur gagne-pain au niveau du marché de Gesco, les forces de l'ordre n'ont pas hésité à faire usage de gaz lacrymogène pour les disperser.

Les commerçants déguerpis n'ont bénéficié d'aucune aide et pourtant les gens du pouvoir leur ont arraché le pain de la bouche. Nos autorités affirment que cette opération est menée afin de freiner la propagation du coronavirus. Si c'était vraiment le cas, ils auraient pu s'en prendre autrement, en les aidant par exemple et en les impliquant au respect des mesures barrières comme cela se fait ailleurs.

L E U R S O C I E T E

Nombreuses sont les femmes travailleuses ignorées par le programme d'aide du gouvernement. Il s'agit de celles qui tiennent des petits restaurants servant de cantines à des milliers d'ouvriers sur leurs différents lieux de travail mais aussi dans leurs quartiers d'habitation.

Voilà déjà, plus d'un mois que le gouvernement a pris des mesures sanitaires pour freiner la propagation du Covid 19. Parmi ces mesures, il y a la fermeture des restaurants et autres lieux publics. C'est dire que la situation de ces petites tenancières de restaurant est préoccupante.

Ces femmes-là n'ont que cette seule activité pour subvenir à leurs besoins et ceux de leur famille. Sans autre entrée d'argent, elles doivent néanmoins continuer de payer les factures du lieu de commerce même s'il reste fermé. De surcroit, elles ne sont pas prises en compte par les différentes aides que le gouvernement prétend apporter aux familles en difficulté.

À l'image de ces femmes, c'est sur la situation de l'immense majorité des gens pauvres que le gouvernement ferme les yeux, de peur peut-être d'avoir le vertige ?

ABOBO SAGBÉ : PÉNURIE D'EAU INACCEPTABLE

En pleine épidémie de coronavirus, le quartier Abobo Sagbé subit une pénurie d'eau potable. Alors que les autorités de ce pays recommandent fortement le lavage régulier des mains, le respect des mesures d'hygiène, ils laissent tout un quartier sans eau courante.

Les habitants de ce quartier vivent ce calvaire depuis plusieurs mois mais en cette période de crise sanitaire aigüe cela devient encore plus criant. Sous prétexte de lutter contre la fraude, la Sodeci, entreprise de gestion de l'eau, mène la bagarre contre les points d'eau où les habitants s'approvisionnent habituellement. Résultat, le prix du bidon d'eau de 25 litres a doublé, en passant de 25 à 50 F. Ceux qui sont éloignés n'ont d'autre choix que d'avoir recours aux pousse-pousse ; le prix du chargement de 10 bidons est passé de 1000 à 1500 F. Dans ces conditions, comment pratiquer convenablement l'hygiène nécessaire face à l'épidémie ?

Les autorités sont plus promptes à pondre des discours pompeux que de résoudre réellement les problèmes des habitants.

L E U R S O C I E T E

L'IMPACT DU COVID 19 COMMENCE À PESER DANS NOS QUARTIERS

L'épidémie ayant débuté en décembre dans une province chinoise, ce n'était qu'une question de temps pour qu'elle se propage au reste du monde. Chaque pays guettait donc ses premiers patients. En Afrique de l'ouest, c'est au courant du mois de mars que les 1ers cas ont été officiellement déclarés. Pour la Côte d'Ivoire, le « *patient zéro* » s'est signalé le 11 mars. Dès lors, une batterie de mesures a été prise pour contrer la propagation du virus. En plus des mesures de distanciation sociale, du lavage régulier des mains et de l'instauration du couvre-feu, nombre de petites activités ont été interdites. Le nombre de passagers dans le transport en commun a été réduit ; les restaurants, les maquis et autres cybers ont été fermés. Il y a des entreprises dans le bâtiment et sur les zones industrielles qui en ont aussi profité pour mettre en « *congé technique* » leur personnel.

Toutes ces mesures pèsent surtout sur les petites gens. En temps normal, dans les quartiers populaires d'Abobo, Yopougon ou Koumassi, on vit au jour le jour de petits boulots. L'impact de l'épidémie sur les petites gens qui essaient de survivre grâce à ces petits boulots est dramatique. Même les activités qui ne sont pas directement interdites, sont à l'arrêt ou tournent au ralenti. Par exemple, les rassemblements de plus de 50 personnes sont interdits, cela revient à l'interdiction des spectacles, des cérémonies de mariage, baptêmes, anniversaires et autres. Du coup, les artistes, photographes, cameramen, couturiers et autres qui vivent grâce aux cérémonies sont aussi sur la paille. C'est ainsi que de proche en proche, tous les petits métiers sont touchés. Cela affecte de très nombreuses familles dans les quartiers populaires.

Pour le moment, Abidjan qui est l'épicentre de l'épidémie en Côte d'Ivoire, est isolée tant bien que mal du reste du pays. Les autorités hésitent à instaurer un confinement général, malgré le nombre de cas qui ne cesse de grimper chaque jour. Au Ghana voisin, les autorités ont instauré un confinement général dans quelques grandes villes. Elles y ont renoncé après 3 semaines.

Dans des pays pauvres comme les nôtres, le confinement général signifie enfermement sans ressources des millions de personnes. Un gouvernement qui prend une telle décision coure le risque de déclencher des explosions sociales contre la faim. Les dirigeants au pouvoir redoutent ces explosions car s'ils savent comment elles commencent, ils ne savent pas comment elles finissent. Alors, ils se contentent de petites mesures et de vœux pieux contre la propagation du virus à défaut de pouvoir et de vouloir prendre des mesures à la hauteur du danger à combattre.

L E U R S O C I E T E

QUAND LES AUTORITÉS PARLENT D'INDISCIPLINE, C'EST POUR S'EN LAVER LES MAINS !

Ces derniers temps, avec la crise liée à l'épidémie de coronavirus, les autorités et autres leaders d'opinion reviennent régulièrement à la charge pour fustiger les populations qui ne respecteraient pas les mesures préconisées par le gouvernement. Mais de qui se moque-t-on ?

Le seul moyen pour respecter les mesures barrières, c'est de rester enfermé chez soi. Mais ce n'est pas évident quand on sait que dans les quartiers populeux d'Abidjan, on vit souvent à plus de 6 dans des 2 pièces de 8 m².

Quand le boulot ou d'autres nécessités nous obligent à mettre le nez dehors, nous sommes confrontés tout de suite à des dilemmes. Pour le déplacement, il n'y a guère d'autres choix que le woro-woro, le gbaka et le bus. Ici, les mesures du gouvernement ne servent à rien. Aux heures de pointe, les usagers continuent de s'agglutiner dans les terminus et devant les arrêts des bus et des gbaka comme à l'accoutumé. Les véhicules sont rarement désinfectés alors que des centaines de personnes y montent quotidiennement. Les autorités doivent le savoir, mais feignent de l'ignorer.

Dans les marchés, c'est encore plus ahurissant. On se marche dessus en faisant fi de toutes mesures barrières. Acheteurs comme vendeurs portent rarement des masques et pourtant, on s'interpelle, on marchande, on se bouscule, on discute. C'est vrai, une fois de temps en temps, les mairies ferment les marchés durant un ou deux jours soi-disant pour les désinfecter. L'efficacité de telles actions reste à prouver si ce n'est que pour se donner bonne conscience.

Il y a aussi l'histoire des masques obligatoires dans le district du grand Abidjan. Une autre mesure sans suite. Avant la prise d'une telle mesure, la raison aurait voulu que le gouvernement s'assure au moins de l'approvisionnement du marché en masques à défaut d'en distribuer gratuitement. Mais non ! C'est au moment où les prix des masques ont atteint des records (les prix sont multipliés par 8, 10, 12, voire même par 20 pour les plus réclamés) que le gouvernement a décidé de rendre leur port obligatoire. Les contrevenants peuvent être frappés jusqu'à 50.000 F d'amende et de peine de prison.

Par contre, la distribution gratuite par l'État se fait toujours attendre, plus de deux semaines après l'annonce. C'est tout comme la mise en œuvre de nouveaux sites de dépistage et de prise en charge des malades. Ils devaient être opérationnels en 10 jours, mais cela dure depuis plus de deux semaines et ils n'ont toujours pas été mis en service.

Jusque-là, les autorités ne servent que du vent aux populations, sans rien de concret qui les engage réellement. Il est temps que cela change avant qu'il ne soit trop tard. Et c'est tous ensembles, travailleurs, jobeurs, paysans que nous pouvons le leur imposer.

L E U R S O C I E T E

13,3 MILLIARDS AUX PLUS VULNERABLES, 250 MILLIARDS AUX ENTREPRISES

L'État a décidé de mettre un fonds de 13 milliards pour venir en aides aux familles les plus vulnérables. D'après les chiffres donnés par les autorités, 177 198 ménages devraient percevoir une somme de 25 000 francs pendant trois mois. La première tranche devait être virée sur leurs comptes Mobile money ce 23 avril.

Les réseaux sociaux étaient aux aguets pour vérifier si quelqu'un avait perçu cette fameuse aide à la date indiquée mais ils n'ont trouvé personne. Le lendemain, la ministre de la Solidarité a dû venir se justifier à la télé en disant que la liste des personnes vulnérables était établie par la « *communauté* » et devrait remonter à son ministère. Mais la communauté c'est qui ?

Les 13 milliards ne sont rien par rapport au 250 milliards que l'État à promis de donner aux entreprises à titre d'aides pour traverser cette période. Elles ont pourtant engrangé des bénéfices pendant de nombreuses années et pourraient payer les salaires des travailleurs sans licencier ni mettre en chômage technique durant cette période de crise sanitaire en puisant sur leurs cagnottes. Mais non, elles mettent en chômage technique sans solde à tour de bras leurs salariés tandis que ceux qui continuent de travailler ne bénéficient d'aucune mesure de protection.

Les capitalistes sont pourtant les premiers à crier au secours et peuvent compter sur le gouvernement pour les gaver encore plus. Quant aux travailleurs, ils ne peuvent compter que sur leurs luttes collectives pour se défendre et améliorer leurs conditions de travail et d'existence.

TRANSPORTS EN COMMUN : CE N'EST PAS RASSURANT !

À Grand-Bassam, quatre chauffeurs ont été interdits de rouler pendant trois mois sur toute l'étendue du territoire parce qu'ils n'avaient pas porté de masques et respecté le nombre de passagers requis. Une autre fois, sur l'autoroute, en allant à Port-Bouët, ce sont les passagers en surplus ou sans cache-nez, qui étaient descendus des véhicules en commun.

Le gouvernement a décidé que le nombre de passagers soit réduit dans les transports publics et le port du masque obligatoire. La réalité est tout autre. Les passagers sont souvent côte à côte et sans cache-nez et quand l'un se plaint, on lui répond qu'il peut descendre. N'ayant pas le choix, il reste.

Les transports en commun sont un vecteur important de propagation du virus. Distribuer gratuitement des cache-nez à toute la population, c'est possible. Réduire le nombre de passagers, préconiser le masque, c'est bien. Encore faut-il que les autorités appliquent réellement ces mesures avant que ce ne soit trop tard.

L E U R S O C I E T E

INSÉCURITÉ GRANDISSANTE EN PLEIN COUVRE-FEU

Le niveau d'insécurité a bondi dans les quartiers populaires depuis l'instauration du couvre-feu de 21h à 5h du matin, depuis environ un mois.

Pour ne pas se faire surprendre, les gens s'empressent de rentrer chez eux. C'est le moment que choisissent les agresseurs pour opérer. Ils agressent les passants, cassent les commerces et braquent des domiciles sans que les forces de l'ordre censées patrouiller n'interviennent.

Ainsi à Gesco, un gérant de cabine a été agressé et poignardé au niveau du supermarché Cash-Ivoire. Conduit d'urgence au Chu de Treichville, il a succombé à ses blessures. La semaine dernière, un magasin de vente de bouteilles de gaz a été vandalisé et près de 200 bouteilles de gaz ont été volées.

Abobo n'est pas en reste. À Akéikoi par exemple, il y a eu plusieurs attaques de « microbes » (bandes de jeunes qui attaquent à l'aide d'armes blanches). Un jeune homme a eu le bras coupé par un coup de machette. Des attaques de cours communes sont monnaie courante.

La presse fait état chaque jour de la multiplication de braquages de domiciles en plein couvre-feu, c'est-à-dire au moment où les forces de l'ordre sont les seules à être dehors. Les réseaux sociaux sont pleins d'images montrant la bestialité de ces dernières sur des gens qui auraient violé le couvre-feu. Pendant ce temps, des malfrats sévissent sans être inquiétés.

De plus en plus de gens commencent à soupçonner la complicité de ces forces de l'ordre. Comment s'en étonner ?

ENSEIGNEMENT EN LIGNE : DU CINÉMA !

Le ministère de l'Éducation et de la formation professionnelle, pour montrer qu'il fait quelque chose, vient de démarrer des cours en ligne. Selon les autorités, cela devrait permettre aux élèves en classe d'examen d'avoir de bons résultats de fin d'année. Une fois par semaine, des cours sont diffusés en quelques minutes à la télé, à la radio et sur les réseaux sociaux. À l'usage, on se rend bien compte que c'est du cinéma.

Il n'y a aucun emploi du temps, les élèves n'ont aucune possibilité de poser des questions. Plusieurs élèves qui ont participé à ces cours les ont qualifiés de spots publicitaires.

Certaines universités privées ont emboité le pas à l'État. Mais là il faut avoir soit un ordinateur soit un téléphone portable muni d'une connexion internet

Les riches ont tous les moyens pour continuer de scolariser leurs enfants. Les enfants de pauvres sont, eux, laissés-pour-compte !

L E U R S O C I E T E

C'EST QUOI CES COUPURES INTEMPESTIVES D'ÉLECTRICITÉ ET D'EAU ?

Dans des quartiers d'Abobo, la commune la plus peuplée d'Abidjan, il ne se passe pas un jour sans coupure de courant et d'eau. Pour les quartiers comme Sagbé et Biabou, on était déjà habitué aux coupures d'eau. Le hic c'est qu'avec le couvre-feu, plus moyen de sortir aux heures tardives pour se ravitailler.

La nouveauté, c'est que l'électricité aussi a commencé à jouer au yoyo et cela dans toute la commune. Le pire souvent, ce sont les coupures de nuit. Avec les fortes chaleurs d'avril et l'humidité, le sommeil devient alors impossible. Si c'est pour nous faire sortir des gongs et pour nous faire débouler dans les rues, à cette allure là, ça ne va pas tarder !

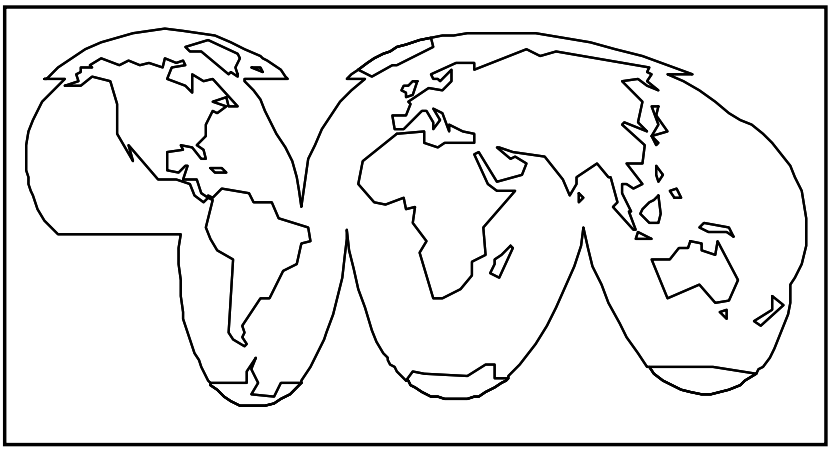
LUTTE CONTRE LE COVID 19 : ÉCHOS DE NOS QUARTIERS

Un lecteur nous écrit

Le couvre-feu a été instauré à partir du 23 mars à Abidjan et à l'ensemble du pays. Ce jour-là à mon retour le soir, j'ai été surpris de voir des barrages à chaque accès de mon quartier. Des jeunes avaient pris l'initiative d'y installer des seaux d'eau avec robinet et du savon. Ils exigeaient le lavage obligatoire des mains pour accéder au quartier. La plupart des personnes s'y soumettaient mais quelques-unes refusaient malgré les explications. Mais toujours, tous finissaient par se laver les mains car c'était là le seul moyen pour franchir le barrage.

Cela a duré moins d'une semaine et les ardeurs sont tombées. Aujourd'hui, les barrages n'existent plus et il n'y plus de jeunes non plus pour faire la police. Mais de temps en temps, les seaux d'eau et pots de savon liquide réapparaissent aux points d'entrée pour nous rappeler le lavage des mains.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.